

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N°28 – 15 juillet 2021

En bref

La mise en œuvre de politiques fiscales visant à décarboner les économies d'Amérique latine et des Caraïbes pourrait générer jusqu'à 15M de nouveaux emplois dans la région d'ici 2030, selon un nouveau rapport de la Banque interaméricaine de

développement (BID). L'étude de la BID suggère que les politiques axées sur la croissance économique verte ont le potentiel d'accroître la résilience au changement climatique et de générer de nouvelles opportunités d'emploi. Pour ce faire, le rapport estime que la production de pétrole devra se réduire en deçà de 4M de barils par jour d'ici 2035, ce qui suppose une baisse de 60 % de la production par rapport aux niveaux actuels. La BID estime enfin que la région pourrait récupérer jusqu'à 190 MEUR par an en éliminant les subventions à l'énergie fossile et par le biais d'un nouvel impôt sur les émissions de carbone.

BOLIVIE

Fitch estime que le niveau des réserves internationales n'assure pas la stabilité du taux de change.

L'Agence de notation Fitch estime que la Bolivie est aujourd'hui exposée à des chocs externes qui pourraient faire pression sur le taux de change (actuellement 1 USD = 6,9 Bs), lequel n'a pas évolué depuis 2011. Au 8 juillet, les réserves internationales (RIN) s'élevaient à 4,7 Mds USD, leur niveau le plus bas depuis 2007 et à terme, le pays pourrait être contraint de recourir au financement externe ou au contrôle des capitaux pour maintenir le taux de change aux niveaux actuels. Cette analyse survient cependant au

LE CHIFFRE À RETENIR

15 M

C'est le nombre d'emplois que pourrait générer la décarbonation de l'économie dans la région Amérique latine et Caraïbes d'ici 2030 selon la BID.

moment où le niveau des RIN se stabilise au premier semestre 2021, après plusieurs années de baisse, en raison de la hausse de flux intrants tels que les IDE (+47 % au 1T), les « remesas » (+42 % sur 4 mois) et un excédent commercial de 400 MUSD au 1T. Toutefois, Fitch se demande s'il s'agit d'un revirement de tendance ou d'un phénomène passager. A noter que les RIN se situent encore à des niveaux raisonnables pour les standards internationaux, représentant 7 mois d'importations (le seuil critique étant généralement de 3 mois) et 5 fois la dette externe de court terme.



COLOMBIE

La Colombie adopte une loi sur la transition énergétique.

La loi sur la transition énergétique, signée le 11 juillet dernier par le Président Ivan Duque, reconnaît l'hydrogène vert et bleu comme une énergie renouvelable pouvant bénéficier d'une réduction de l'impôt sur le revenu, d'exonérations de TVA et d'un amortissement accéléré. La nouvelle législation fournit également un cadre juridique pour d'autres sources d'énergie telles que les centrales géothermiques, ainsi que pour le stockage, la capture du carbone et l'efficacité énergétique. La Colombie, dont le mix électrique dépend largement de l'hydroélectricité, a longtemps été en retard en matière de production d'énergies renouvelables non conventionnelles par rapport à d'autres pays d'Amérique latine comme le Brésil, l'Uruguay et le Chili. Pour combler en partie ce retard, le pays organisera le 31 octobre 2021 une troisième vente aux enchères d'électricité renouvelable non conventionnelles pour des contrats d'achat d'électricité de 15 ans débutant le 1er janvier 2023 (énergies éolienne et solaire).

Le ministre des Finances a présenté le contenu du nouveau projet de réforme fiscale.

Une semaine avant le début de la nouvelle période législative, le ministre des Finances José Manuel Restrepo a présenté mardi le contenu du nouveau projet de réforme fiscale qui sera soumis au Congrès le 20 juillet. Les ressources destinées à étendre l'aide à ceux qui ont le plus souffert de la pandémie proviendront à hauteur de 72 % des entreprises, le reste provenant de la

lutte contre l'évasion fiscale et du resserrement des dépenses publiques. Pour les entreprises, une augmentation du taux de l'impôt sur le revenu, une réduction du bénéfice de l'ICA (impôt sur le commerce et l'industrie) et une surtaxe temporaire sur le secteur financier sont prévues. Avec cette proposition, le gouvernement espère étendre les programmes sociaux tels que le revenu de solidarité et commencer à combler le déficit budgétaire laissé par la pandémie. Le projet de loi comptera environ 35 articles et cherchera à lever environ 3,3 Mds EUR, soit 2,2 Mds EUR de moins que la réforme qui a été retirée le 2 mai après le début des protestations.

Plus de 8,8 M de personnes vaccinées contre le Covid-19 en Colombie.

Dans le bilan le plus récent du plan de vaccination, le ministère de la Santé a indiqué que 21,4M de vaccins ont été administrés en Colombie, sur les 26,4M qui ont été reçus dans le pays. Il a également été noté que 8M de secondes doses ont été administrées dans le pays, en plus de l'application du vaccin Janssen, qui ne nécessite qu'une seule dose et a déjà été administré à 830.403 personnes. Ainsi, un total de 8,6M de personnes ont été entièrement vaccinées (17 % de la population) et 12,6M ont déjà reçu la première dose.

EQUATEUR

Le gouvernement promulgue un décret pour la baisse des droits de douane sur 661 produits.

Le ministère de la Production a promulgué un décret qui prévoit la baisse des droits de douane



de 661 produits et entrera en vigueur le 1^{er} août prochain. Plus en détails, 88% des produits pourront être dédouanés à taux 0 % et pour le reste, les droits de douane passeront de 35 % à un taux compris entre 5 % et 15 %. La plupart des produits sont des biens d'investissement pour les secteurs agricole et industriel. Ce décret s'inscrit dans le cadre d'une politique d'ouverture du nouveau gouvernement et aura un impact sur les recettes fiscales de l'ordre de 180 MUSD.

Les IDE atteignent un niveau record sur le premier trimestre.

Les investissements directs à l'étranger (IDE) se sont établis à 364 MUSD au premier trimestre 2021, soit le niveau le plus élevé des 14 dernières années atteint sur un seul trimestre. Les IDE sont en augmentation de 34 % par rapport au T1 2020 et de + 74% par rapport au T1 2019. Les IDE se sont dirigés vers le secteur de la logistique et des communications (48%), les services aux entreprises (18%), la construction (14%) et les secteurs pétroliers et miniers (11%).

PEROU

Le Pérou perd un arbitrage du CIRDI face au consortium en charge de la ligne 2 du Métro de Lima.

Quatre ans après le début du litige, le CIRDI a déclaré l'État péruvien responsable des retards pour l'accès aux terrains nécessaires à la construction de la ligne 2 du Métro de Lima. Il donne ainsi raison au concessionnaire qui estimait que les terrains de la concession n'avaient pas été livrés dans les délais et que les études d'ingénierie avaient été présentées avec du retard. Le concessionnaire avait présenté une

demande pour le prolongement du délai et une indemnisation de plus de 700 MUSD tandis que l'État péruvien avait formulé une contre demande de 700 MUSD, pour dommages socioéconomiques et environnementaux. Cette « *décision sur la compétence et la responsabilité* » du CIRDI précède l'arbitrage que le tribunal rendra pour déterminer le montant des indemnités.

MEF: le ministre table sur 10 % de croissance du PIB en 2021.

Le ministre de l'Économie sortant s'est montré optimiste pour l'économie péruvienne, réaffirmant une projection de croissance du PIB de 10 % pour 2021, avec une « *tendance à la hausse* ». Waldo Mendoza a par ailleurs indiqué qu'il laissera au prochain gouvernement un projet de Budget public 2022 (à présenter au Congrès pour approbation avant le 30 août) et un projet de cadre macroéconomique pluriannuel (pour les 4 prochaines années). Le projet de budget 2022, qualifié de « *très austère* » par le ministre, prévoit une baisse de 5 % des dépenses publiques. M. Mendoza estime en effet que les besoins en termes de dépenses de santé se réduiront progressivement en 2022, à mesure que la crise sanitaire se dissipera. Il juge que les principaux défis du nouveau gouvernement seront de maintenir la soutenabilité des finances publiques et de mener une réforme fiscale afin d'élever le ratio de dépenses publiques/PIB, essentiellement dans le secteur santé.



VENEZUELA

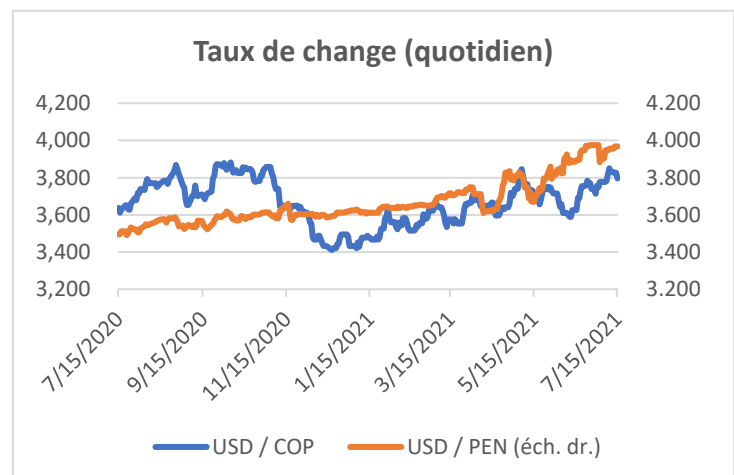
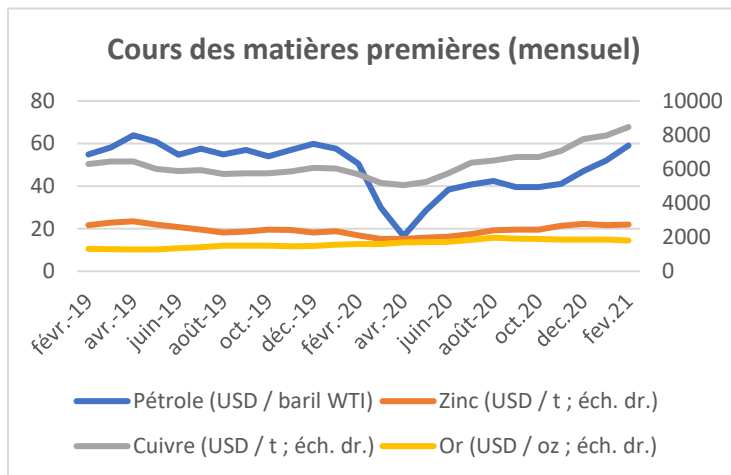
Washington autorise temporairement l'exportation de gaz liquéfié au Venezuela.

Washington a assoupli lundi l'interdiction d'exporter des hydrocarbures vers le Venezuela, imposée sous la présidence de Donald Trump, en autorisant temporairement les exportations de gaz de pétrole liquéfié (GPL), notamment utilisé pour la cuisine, dans un contexte de pénurie de carburant qui oblige les habitants à brûler du bois issu de la déforestation. Cette autorisation est accordée pour les douze mois à venir, à précisé le Trésor américain. Cette décision est considérée comme un geste humanitaire destiné à favoriser la poursuite des négociations politiques avec le gouvernement du Président Nicolás Maduro sur les règles de base des prochaines élections. Cependant, la licence interdit à PDVSA d'effectuer des paiements en nature en pétrole brut ou en produits pétroliers, alors que la société dispose de peu de liquidités pour payer le GPL sur les marchés internationaux.

Le Venezuela maintient sa production de pétrole autour de 530.000 barils par jour en juin.

Selon les données publiées par l'OPEP, Le Venezuela a augmenté sa production de pétrole à 529.000 barils par jour en juin, soit un niveau relativement stable par rapport à la production du mois de mai, estimée à 531.000 barils par jour.

Les graphiques de la semaine :

**Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :**

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38.7	-7.7	5.5	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282.2	-8.2	5.1	-9.4	59.3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93.07	-7.5	2.5	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6.8	43.3	16.3	-5.6	36.9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188.4	-11.1	8.4	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2.8	-13.4	0.6	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27.9	n.a	-30	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45.3	382.7	-9.9	5.8	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211.4	1312.6	-4	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
CHILI	19.4	245.4	-5.8	6.1	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128.9	1133.2	-8.2	5	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international